

## LES GRÈVES D'ESPAGNE...

Ces jours derniers, les nouvelles des grèves d'Espagne nous apportent un peu d'espoir. Les longues années de silence avaient fait supposer que l'Espagne ouvrière sentait, sinon entièrement satisfaite de son sort, au moins éloignée de toute manifestation de révolte, et même indifférente devant n'importe quelle action revendicative. La détermination d'un poignée d'ouvriers asturiens a suffi pour abolir ce préjugé, puisque leur mouvement suscita tout de suite d'autres grèves dans plusieurs provinces.

Jamais le mécontentement ne s'est manifesté avec une rapidité semblable ni dans une ambiance si explosive. Depuis les Asturies, bassin minier dont le nom évoque un brillant passé révolutionnaire, la grève gagna d'abord la zone industrielle du Pays basque, où déjà s'étaient produits plusieurs conflits analogues à partir de 1947, date de la première action ouvrière des masses sous le régime de Franco.

Le gouvernement, comme il se doit, jugea la situation grave et essaya de réduire ses conséquences au moyen d'une mesure d'intimidation: la proclamation de l'état d'exception. Mais il se trompa. D'abord parce que cette mesure ne pouvait pas intimider ceux qui connaissaient suffisamment l'état d'exception. En effet, depuis vingt-trois ans, bien qu'il ne fut pas proclamé, ils n'ont vécu que dans des conditions semblables à celles de ce fameux «*état d'exception*», c'est-à-dire sans droits civiques d'aucune sorte. En second lieu, le fait d'annoncer ce recours à la force a posé la question devant le public; et le régime, après avoir tout tenté pour cacher le conflit, se vit contraint de montrer sa faiblesse et contribua, sans le vouloir, à encourager le mouvement et à accélérer la prise de conscience de l'opinion publique.

L'idée de la grève reprise - comme vous avez pu le lire dans la presse quotidienne - dans d'autres centres industriels, tels que Barcelone, Sagunto, Cadix, ainsi que dans certaines mines de l'Andalousie, notamment dans celles de la province de Huelva. Leur efficacité s'est révélée telle que le gouvernement n'a pas hésité à risquer la réussite de son plan de stabilisation économique en consentant aux ouvriers des améliorations s'élevant quelquefois jusqu'à 50% des salaires.

Ajoutons la répercussion des grèves dans des secteurs divers, surtout chez les étudiants, dont les manifestations de solidarité, à Madrid et à Barcelone, ont débordé le cadre universitaire et ont exprimé dans les rues le mépris qui s'impose envers la dictature. Certains intellectuels, détachés du régime, ont profité aussi de cette occasion pour réclamer les droits essentiels. Et même l'Église a voulu prendre ses distances, justifiant, par la voix des prélats, les raisons des grévistes et s'éloignant, avec autant d'opportunisme que de timidité, du régime franquiste.

Il ne faut pas s'étonner des réactions officielles. L'appareil gouvernemental, si rapide jusqu'ici pour réprimer toute tentative d'agitation, a été obligé d'économiser ses forces. La crainte a été plus forte que l'envie d'intervenir. Elle a conseillé à l'armée et à la police de se tenir dans l'expectative. Passé l'occasion d'arrêter l'action revendicative - ce qui n'aurait pu se faire que les premiers jours - le gouvernement savait que l'épreuve de force, tout en lui étant favorable, ne pouvait que lui causer plus tard de multiples ennuis. Sa prudence n'a pas d'autres motifs. Que se serait-il passé au cas où les forces de l'ordre auraient réprimé le mouvement gréviste avec toute la sauvagerie dont elles sont capables? Les chefs de la Phalange n'ont pas osé... Et pour cause. Ils n'étaient pas sûrs que, cette fois-ci, les ouvriers espagnols eussent encaissé les coups sans répondre, et ils étaient en revanche bien assurés que les protestations extérieures n'auraient pas manqué d'affluer, ce qui aurait pu leur fermer définitivement les portes de la *Communauté Européenne*.

Rappelons-nous que le «*brain trust*» de Franco n'est plus à l'heure de l'autarcie: l'illusion de résoudre les problèmes économiques de l'Espagne avec ses seules ressources s'est envolée. Ses techniciens sont aujourd'hui des champions de l'«*européisme*», et ils placent tous leurs espoirs dans l'incorporation de l'Espagne au *Marché commun*. Avec ce rêve, ils ont entrepris de stabiliser l'économie; la première partie de leur

programme a été réalisée - disons-le franchement - avec succès. Mais, comme partout, la classe ouvrière, loin d'obtenir quelque bénéfice de la stabilisation, en a plutôt, fait les frais. Les travailleurs ont vu diminuer leurs gains - déjà bien maigres - par la suppression des heures supplémentaires; le mécontentement qui n'a fait que croître, devait finalement se traduire par les protestations et les grèves que nous connaissons aujourd'hui. Voilà comment se repose, internationalement, ce qu'on a déjà appelé le «*problème espagnol*», et comment, en Espagne même, on a pu porter un coup sérieux à ce régime de honte, qui, établi avec l'aide de l'Allemagne d'Hitler et l'Italie fasciste, fut ensuite soutenu par les puissances capitalistes, et même parrainé par l'URSS, car il ne faut pas oublier que c'est sur l'initiative de celle-ci, après un marchandage scandaleux, que les représentants de Franco ont fait leur entrée à l'ONU.

Si nous constatons avec joie ce réveil de l'Espagne antifasciste, nous devons aussi dire quelques mots sur les conditions dans lesquelles ce réveil s'est produit. D'abord, il s'est manifesté une opposition nouvelle, une opposition inorganisée, qui comprend principalement des jeunes. L'opposition des premières années, c'est-à-dire celle qui est issue de la guerre civile et s'est reconstituée dans les prisons ou dans l'exil, dispersée et diminuée - aussi bien dans les rangs des partis que dans ceux de notre mouvement - commença à décliner vers 1950. Elle ne put tirer le parti nécessaire de la grève générale de Barcelone, au printemps de 1951, et, ensuite, il ne lui fut pas possible de prendre des initiatives vraiment importantes pour mettre le régime en difficulté. Peu après, en 1953, la signature du Concordat et les accords entre Franco et l'administrateur des États-Unis contribuèrent à affaiblir encore davantage cette opposition romantique, inspirée par les mêmes idéaux qu'en 1936. Et, par la suite, sauf dans des faits isolés, œuvre surtout de petits groupes de courageux camarades, presque tous disparus aujourd'hui, l'opposition primitive, déjà vieillie, n'a pas joué de grand rôle. Il se pourrait même - c'est regrettable d'avoir à avouer - qu'elle ne puisse plus jouer de rôle, car elle a perdu, sans s'en apercevoir, toute emprise sur la jeune génération.

De toute façon, il faut noter avec sympathie qu'on constate aujourd'hui un certain redressement. On sent plus fermement la nécessité de coordonner les efforts entre les différents courants d'opinions non totalitaires. L'unité de la CNT fut déjà un pas en avant; ensuite, l'alliance syndicale entre notre *Confédération Nationale du Travail*, l'*Union Générale des Travailleurs* et la *Solidarité des Travailleurs basques*, a ouvert des meilleures perspectives d'activité. Ce renouveau sera cependant difficile si les anciens mouvements, le nôtre inclus, ne comprennent pas révolution des esprits, ne se rendent pas compte de la situation réelle de l'Espagne actuelle - bien différente de celle des années 30 - et, au lieu des formules et des routines dépassées, ne savent pas offrir au peuple des solutions véritables, tant pour modifier ses conditions d'existence que pour assurer la transformation sociale et économique du pays. Sinon, malgré tout leur passé glorieux, une nouvelle page sera tournée et on verra la scène occupée par de nouveaux éléments, plus dynamiques et peut-être plus capables de mener à bien le vieux combat pour le triomphe des idéaux libertaires.

**Fernando PELAEZ GOMEZ.**

-----